

Quarantenaire du CERDOTOLA

Croisade internationale pour la reconsidération des Cultures patrimoniales d'Afrique
An international Crusade for reconsidering the Cultural Heritage of Africa



Enraciner l'Emergence de l'Afrique!

COLLOQUE INTERNATIONAL DU CERDOTOLA 2017

**« Les Institutions Culturelles et Scientifiques
africaines dans les Enjeux de
l'Emergence et de la Renaissance »**

Yaoundé – Cameroun, du 9 au 11 Octobre 2017

APPEL A CONTRIBUTIONS

« *Les fondements de l'Empire, c'est l'art et la science. Enlevez-les ou dégradez-les, et l'Empire n'est plus. L'Empire suit l'art et la science et non l'inverse (...)* » Tel est l'avertissement qu'entre les deux premières révolutions industrielles le poète anglais William Blake donnait aux autorités et aux forces vives de l'Angleterre.

L'avertissement fut largement pris en compte et, pour en avoir appliqué le principe, ce pays, constitué de quelques îles à peine visibles sur une mappemonde, devint un exemple de suraccomplissement. C'est ainsi que l'Angleterre, valorisant les atouts de son insularité, accéda à la maîtrise des mers et devint la première puissance mondiale de son temps puis, un demi-siècle plus tard, l'unique empire de l'histoire sur lequel, disait-on, le soleil ne se couchait presque jamais.

Aujourd'hui, l'Afrique est à la croisée des chemins. L'échec - avoué ou non - des politiques successives de développement qui, depuis un siècle, lui ont été taillées et imposées comme une camisole de force, ont fini par l'immerger dans les fonds abyssaux du non-développement, du non-être, de la perplexité, voire du doute le plus abject quant à ses capacités, quant à la fécondité conceptuelle, créatrice, de l'humanité de ses filles et fils. D'où l'urgence d'émerger... Emerger pour espérer entreprendre la construction durable de la Renaissance de son Peuple. Emerger pour assumer son Destin.

Cette projection légitime d'émergence et de renaissance, pour réussir, exige de remonter aux précédents, sans aucune anxiété de l'influence ni nulle obsession d'authenticité à caractère purement stéréotypique. Il apparaît alors que, dans la période spécifique de l'histoire qui s'est vue attribuer à titre quasi exclusif le vocable de *Renaissance*, les fondements culturels et scientifiques sont ubiquistes, l'arrivée des arts et des sciences de l'Empire byzantin ayant joué un rôle de premier plan dans le décroisement des schèmes de pensée médiévaux et l'entrée de l'Europe dans la modernité. Par la suite, ce principe a été davantage confirmé par les révolutions industrielles des pays occidentaux et, plus récemment, par l'émergence des grands pays du monde contemporain comme la Chine et l'Inde, qui marque le retour en puissance de leurs civilisations jadis marquées du sceau de la marginalisation et du mépris.

Centres hégémoniques globaux constitués ou en constitution, ces pays dits émergents disposent sans conteste et sans surprise d'institutions scientifiques, culturelles et artistiques classées parmi les plus puissantes de la planète. Ce sont elles qui assurent, en plus de la force de cohésion interne et de compétition à l'international, l'essentiel du *soft power* qui fait l'attractivité de leurs civilisations, en même temps qu'elles structurent des pôles et des secteurs gagnants de leurs économies productives.

Cette leçon de l'histoire interpelle l'Afrique ! Aussi importe-t-il de la remettre résolument en attelage avec cet avantage monumental qui gît dans le projet diopien d'une transition devant permettre le passage du déclin vers un regain civilisationnel de l'Afrique. L'on pourrait en effet constituer les périodes successives de domination historique hétéronome (esclavages et traites, colonialismes et recolonisations), comme un long moyen-âge d'où l'Afrique va enfin *renaître*, point d'ancrage d'une *émergence* qui appelle de nouveaux usages *organisés* de la raison. Car il ne suffit pas d'avoir des ressources culturelles, des productions des Arts ou des compétences plus ou moins avancées en sciences et techniques. Leur développement, leur valorisation, leur montée ou leur remontée en puissance, autant que la dynamisation des entités sociopolitiques dans lesquelles elles s'actualiseront, dépendent d'un critère objectif qui est aussi le facteur le plus déterminant de consolidation : *l'institutionnalisation*. Car, c'est quand celle-ci atteint un niveau pertinent

d'adéquation que s'engendrent des rapports d'ajustement mélioratif réciproques accélérés dans la triade *institutions/pratiques, productions/innovations, ressources/sociétés*.

Se pose alors la question suivante : dans quelle mesure cette leçon, de portée désormais universelle, est-elle prise en compte, s'agissant de l'Afrique ?

Certes, l'*Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons*, adopté par l'Union Africaine en janvier 2015, définit, pour les cinquante prochaines années, une trajectoire globale d'émergence pour l'Afrique, en tenant compte des leçons tirées des cinquante dernières années. Avant cet agenda, le rapport 2011 sur le développement économique en Afrique, préparé conjointement par la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) sous le titre *Promouvoir le développement industriel en Afrique dans le nouvel environnement mondial*, emboîtait le pas aux planifications nationales de l'émergence et préconisait l'adoption d'une approche holistique de l'industrialisation. Une décennie plus tôt, le siècle s'était ouvert sur le lancement du leitmotiv de Renaissance africaine dont le NEPAD était créé pour servir de cadre stratégique, opérationnel et d'investissement. Le NEPAD est devenu entretemps une agence. A contrario, il y a lieu de noter que malgré les années qui passent et les expériences qui s'accumulent, la Culture n'a, à aucun moment, bénéficié d'un niveau comparable d'institutionnalisation.

Or, qu'observe-t-on à cet égard ? Partout la culture s'affirme de plus en plus comme étant le lieu de nouveaux enjeux internationaux et civilisationnels, traçant les nouvelles frontières et dessinant la nouvelle cartographie du Développement. Se distinguent en particulier :

- des **enjeux géopolitiques** face à la globalisation redoutée comme vecteur d'uniformisation, et donc de « conflictualité instituante » ;
- des **enjeux juridiques et économiques** qui soumettent les pays africains à divers impératifs de protection et de conquête de marchés, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la lutte contre l'extrême pauvreté ;
- des **enjeux heuristiques et épistémo-éthiques**, relatifs aux questions de justice et de justesse cognitives ;
- des **enjeux sociodémographiques** liés aux défis de forte employabilité et de haute intensité de main d'œuvre ;
- des **enjeux géoéconomiques**, commensurables à l'opportunité pour l'Afrique de suivre la Chine dans le rôle de principal centre manufacturier mondial ;
- des **enjeux géoculturels**, justifiés par le fait qu'en raison de leur importance stratégique les ressources culturelles seront appelées à constituer, au même titre et peut-être davantage que les ressources naturelles et énergétiques, des axes stratégiques surdéterminant la gouvernance africaine au XXI^e siècle.

Toutefois, les difficultés structurelles et conjoncturelles auxquelles sont généralement confrontées les *institutions culturelles et scientifiques* (ICS) africaines s'inscrivent dans un double cercle vicieux : d'une part, des ICS faibles, peu ou pas impliquées dans les politiques de développement et partant peu utiles aux processus de relèvement des Etats, des Communautés économiques régionales (CER) et du continent dans son ensemble, ne peuvent contribuer à la reconstruction des sociétés ; d'autre part et en retour, des sociétés à

faible densité culturelle et scientifique restent inaptes à engager des tendances fortes de reconstruction-décollage, et ne peuvent que générer des ICS faibles.

L'Afrique apparaît ainsi en marge, avec des conséquences dirimantes, des consolidations réciproques entre institutions, économies et sociétés que, dès ses débuts, la sociologie économique et de l'innovation a mises en évidence dans les changements transformationnels caractéristiques des processus d'industrialisation. L'on peut évoquer utilement ici l'école institutionnaliste (Thorstein Veblen, John Commons et Wesley Mitchell) qui pose un triangle de base dont le décollage (cf. Rostow) active la consolidation croissante des pôles : *l'économie* comme facteur fondamental conditionnant la vie des sociétés, *la technologie* (ensemble des savoir-faire et techniques d'une société à un moment donné) comme élément déterminant au sein de l'ensemble économique, et *les institutions* – notamment de la culture – comme moteurs du dynamisme des sociétés.

L'on notera, au demeurant, que le déficit d'activation de ces dynamiques en Afrique semble moins lié au manque d'ICS qu'à leur mise en productivité. L'Afrique est en effet riche non seulement en institutions, mais aussi en initiatives de coordination à divers niveaux, comme en témoignent l'adoption du **Manifeste culturel panafricain** (Alger, 1969), la formulation d'**AFRICACULT** (Accra, 1975), la promulgation du **Plan d'Action de Dakar** (1992), la proclamation de la **Charte de la Renaissance Culturelle de l'Afrique** (Khartoum, 2006), etc. Le fait est que, leur implication dans les enjeux et initiatives étant déficitaire, leur peu de crédibilité et le niveau insignifiant de mise en œuvre des principales recommandations qui leur sont assorties ont installé le doute chez et entre les partenaires. La société civile, le secteur privé et les gouvernements ont, dans la plupart des pays, limité leurs rencontres sur les « dimensions culturelles du développement » à des échanges théoriques, dépourvus de contrepartie pragmatique, avec une profusion de rapports sans suite.

L'urgence de nourrir autrement la réflexion autour de ce retard s'impose. Elle comporte une exigence stratégique du plus haut niveau qu'il s'agit de satisfaire avec une expertise polyvalente susceptible de permettre une maîtrise synergique des enjeux et défis de l'Emergence et de la Renaissance.

C'est pour identifier ces enjeux, ces défis et y répondre dans une perspective d'implication institutionnelle holistique que le CERDOTOLA s'est résolu à consacrer à cette question son **colloque international de 2017** prévu dans le cadre des célébrations marquant le Quarantenaire (1977-2017) de l'Institution intergouvernementale. Il s'agit de structurer une réflexion scientifique qui se veut de haute portée et de grand impact, et qui devra contribuer à apporter les réponses les plus pertinentes et les plus opérantes sur la base de cinq axes thématiques de travail :

1. **LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES AFRICAINES : ETAT DES LIEUX – HISTORIQUE, PROFILS, ACTUALITE**
2. **LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES AFRICAINES DEVANT LA PROBLEMATIQUE DE LA RENAISSANCE AFRICAINE : CULTURE, IDENTITES, PATRIMOINE**
3. **LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES AFRICAINES DANS LES POLITIQUES GLOBALES ET LES STRATEGIES NATIONALES, REGIONALES ET INTERNATIONALES**
4. **LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES AFRICAINES FACE AUX GRANDES QUESTIONS DE L'EMERGENCE : EDUCATION, GOUVERNANCE, ECONOMIE, PAIX ET SECURITE**
5. **LES INSTITUTIONS CULTURELLES ET SCIENTIFIQUES AFRICAINES COMME SOCLE MATRICIEL DE LA LIBERATION ACHEVEE DE L'AFRIQUE PAR UNE NOUVELLE PENSEE AFRICAINE DECOLONISEE ET DECOMPLEXEE.**

Le colloque du CERDOTOLA 2017 s'inscrit en droite ligne de l'approfondissement des réflexions et actions entreprises par le CERDOTOLA dans la dynamique de sa maturité. Le Colloque international de 2015 sur la place et le rôle des traditions dans les transformations structurelles de l'Afrique a mis en lumière les sources et ressources dans lesquelles devra puiser l'émergence, qui doit nécessairement être endogène et culturellement soutenable pour présider à l'advenue d'une authentique et optimale Renaissance africaine. Il en est sorti l'idée d'un *Pacte Africain de Développement pour l'Émergence par les Traditions* (PADETRA) dont, avec les autres ICS présentes au SICADIA (sommet des institutions culturelles d'Afrique et de la Diaspora) qui se tiendra en marge du colloque, le CERDOTOLA proposera la conclusion à tous les Etats africains. Car ce sont les sciences et techniques, mobilisées par des institutions ayant prise sur la culture du milieu, qui transformeront les ressources en valeurs à même de conduire à l'avènement de la civilisation panafricaine renaissante.

Le PADETRA comme programme d'industrialisation de l'Afrique à partir de ses traditions se veut un vecteur de puissance sans précédent ni parallèle pour l'Afrique au XXI^{ème} siècle. Selon cette nouvelle approche, les ressources humaines et culturelles, notamment les traditions, apparaissent comme moyens de féconder les politiques d'émergence pour faire surgir un vaste champ opératoire de savoirs, savoir-faire, de connaissances et de paradigmes débouchant sur une Nouvelle Pensée Industrielle (NOPI) susceptible de réformer l'entendement et les systèmes de production. De là se dégagent les concepts de spécificité et d'endogénéité, dont le noyau profond présuppose et implique la question de l'industrialisation sur la base des trajectoires historiques et du foisonnement d'activités propres des sociétés, dépassant définitivement les limites du modèle de « développement octroyé ».

En prenant sans ambages, dans une visée de coalescence avec les efforts des Gouvernements et des forces vives africains, le parti de l'émergence et de la Renaissance sans toutefois en négliger la clarification conceptuelle, les réflexions cibleront les enjeux névralgiques en recherchant les solutions les plus applicables, culminant dans un mouvement trop longtemps éludé : penser et agir la puissance africaine.

Les propositions de contributions, sous forme d'articles écrits ou en cours, ou de résumés (250-350 mots), accompagnées d'une brève notice biobibliographique des auteurs avec indication des titres, de la fonction et de l'affiliation institutionnelle, devront parvenir au plus tard le 20 juin 2017 aux adresses suivantes : contacts@cerdotola.org, cgp.ds@cerdotola.org, biem@post.harvard.edu.